

Autant les changements opérés dans le gouvernement que les manifestations de violence populaire ont leur cause immédiate dans la crise économique qui commença avec la chute du dictateur Pérez Jiménez en janvier 1958, et mit fin à la « fièvre de l'or » qu'avait vécue le Venezuela. Le chômage et la faim, bien que déjà graves, augmentent ; les commerçants ne vendent pas ; les industriels, peu nombreux, craignent de faire des investissements ; les paysans commencent à perdre patience, comme l'a déclaré le président de leur Fédération, membre du Parti de Bétancourt, car la réforme agraire a consisté à répartir des titres de propriété, non des terres ; dans les syndicats pénètre l'odeur de la poudre brûlée par la police et la garde nationale, pour réprimer dans la rue étudiants et chômeurs. Le gouvernement place ses espoirs dans les mains présumées prodigieuses de M. Kennedy, puisque le trésor national, si grand qu'il soit, est dépensé dans la bureaucratie et le maintien de l'armée, qui observe avec joie la détérioration du régime.

Qui a dirigé les manifestations ? Elles ont commencé dans l'Université et les lycées de Caracas (les étudiants sont en majorité membres du Parti communiste ou du M.I.R., surtout de ce dernier) et, comme l'atmosphère est propice, elles se sont facilement étendues à la masse énorme de chômeurs. Les travailleurs syndiqués n'y ont pas encore participé. Le Parti M.I.R., ancienne aile gauche du Parti de Bétancourt, se prétendant marxiste et inspiré par la Révolution Cubaine, fut le premier et l'unique Parti qui a fait un appel à l'insurrection. Le Parti communiste critiqua cet appel, mais il a agi dans les démonstrations. Une conséquence de celles-ci, c'est que l'hebdomadaire du M.I.R. et le quotidien du P.C. ont été interdits.

Il semble que la thèse qui prévaut au sein de ces deux partis est de former un « gouvernement populaire », incluant U.R.D. et n'excluant pas le Parti de Bétancourt ni les Sociaux-Chrétiens. Désormais, les Communistes et le M.I.R. devront travailler dans une semi-illégalité ; mais à mesure que les ouvriers et les paysans s'incorporeront dans la lutte, cette thèse devra être remplacée par le programme d'une révolution.

L. DAVID.

ALLEMAGNE ORIENTALE (R.D.A.)

Une nouvelle « Législation du Travail » vient d'être instituée en Allemagne de l'Est.

Il y est dit : « La législation du travail doit servir exclusivement à la réalisation des principes économiques du socialisme, contribuer à l'accroissement maximum de la productivité du travail en imposant les normes de travail et la discipline socialiste du travail. »

Outre la suppression du droit de grève — reconnu dans la Constitution de la R.D.A. — nous apprenons : que les salaires ne seront à plein tarif que « si la norme a été respectée en quantité et en qualité » ; dans le cas contraire, le salaire sera « dans la proportion où la norme a été respectée... ».

Comme rien ne doit être oublié, nous apprendrons : « que les délais de licenciements sont fixés — pour tous — à 14 jours, que l'on peut imposer un travail autre que celui de son choix à un travailleur pendant six mois, que le samedi ne sera pas chômé et la semaine de travail fixée à 45 heures... ».

Voilà une conception très particulière de la liberté et de l'enthousiasme socialiste. Car c'est bien au nom du socialisme que ce code draconien est institué sur proposition de l'Etat qui n'est autre qu'une survivance du Stalinisme et caractérisé par la dictature d'une couche bureaucratique.

AU SUJET DES LEÇONS DU LÉNINISME

Nous avons surtout combattu les positions des grandes formations envers la Révolution algérienne, surtout les positions qu'elles ont adoptées envers les personnes et groupes qui se sont prononcées en faveur de l'aide aux Algériens et du soutien des jeunes s'opposant à l'Etat bourgeois.

Mais, outre les grandes formations, il y a des groupes numériquement réduits, des tendances, des publications, qui aspirent à changer les directions du mouvement ouvrier ou à les infléchir. Leur importance tient au fait qu'ils touchent les militants les plus conscients, les plus désireux en cette période de crise des directions de trouver une issue au mouvement ouvrier. Ils s'affrontent entre eux sur des programmes généraux ou des doctrines. Mais il est bon de procéder à une étude de leurs positions lorsque des événements très importants se produisent ; car il y a là matière à mieux comprendre ce que sont ces groupements.

« La Voie communiste » se trouve sur des positions très voisines des nôtres, nous devons par contre placer à l'autre extrémité ce qui reste du groupe Lambert (pour qui la Révolution algérienne n'est pas la question principale de la politique française depuis que leur vieux cheval de bataille Messali Hadj s'est honteusement effondré).

★

Il nous faut dire quelques mots de plus sur le groupe « Unir » qui, après plusieurs mois d'une évolution qui semblait très prometteuse, s'est largement retrouvé sur les mêmes positions que celles de la direction Thorez. Certes, « Unir » dit que si la direction du PCF avait mené une action révolutionnaire, le réseau Jeanson eut occupé une place minime si même il eut existé. Il est en effet très vraisemblable qu'avec une politique révolutionnaire de la part du PCF, la guerre d'Algérie n'aurait pas duré déjà six ans ; mais la lutte révolutionnaire n'excluait pas mais impliquait aussi une aide à la lutte même du peuple algérien. « Unir » devrait le savoir qui a publié la 8^e clause des 21 conditions d'adhésion à l'I. C. Il ne s'agit pas là de « petits gestes de solidarité élémentaire et individuelle » ; une telle action n'est pas en soi du « pacifisme petit bourgeois » — cela dépend de l'idéologie et des buts de ceux qui la mènent. Il est aussi puéril, de la part d'« Unir », de parler de « toutes les possibilités de provocations policières » : cela n'est-il pas vrai aussi dans le cas d'une parti de masse s'il menait un travail clandestin dans l'armée.

Sur cette question de l'aide au peuple algérien, à sa révolution, il ne manque pas de communistes qui, d'eux-mêmes, avaient pour le réseau Jeanson une sympathie qui ne partait pas seulement du fait qu'il était victime de la répression policière.

Par contre, il y a beaucoup plus de doute sur la question de l'insoumission. et sur ce point « Unir » a donné les mêmes citations de Lénine que la direction Thorez, et a opposé aussi le travail de masse et le travail dans l'armée à ce qu'« Unir » aussi appelle des « actions individuelles ».

A propos de citations de Lénine, nous en donnons d'autres, qui prouvent que c'est une méthode qui ne suffit pas à résoudre les problèmes nouveaux qui se posent. Le travail dans l'armée ? « Unir » ne peut pas ne pas ignorer que le PC n'en a plus fait depuis une célèbre déclaration de Staline à Laval en 1935. Il est tout à fait vrai qu'une direction ouvrière ne peut préconiser l'insoumission, qu'elle doit rechercher une action de masse. Mais, comment s'est présentée la question d'une façon très concrète en l'an 1960 ? Par suite de la carence, de la trahison des directions, dans la sixième année de la guerre, ce n'est pas une organisation